

**TRADITION PUBLICAINE
ET PUBLIQUE NOUVELLE À FLORENCE
FRANCESCO GUICCIARDINI ET LA LIBERTÀ FIORENTINA**

Jean-Claude ZANCARINI

RÉSUMÉ : Les guerres d'Italie — qui débutent en 1494 — et les bouleversements qui s'ensuivent à Florence (où se met en place, après la chute des Médicis, la république du Grand Conseil), amènent Francesco Guicciardini (1483-1540) à réfléchir sur l'évidence « naturelle » du concept de *libertà fiorentina*. Sa méthode — « ne pas se laisser à ce point tromper par les mots qu'on ne considère plus les choses » — lui fait abandonner la question du bon gouvernement pour lui substituer celle des effets qu'il produit et le pousse à mettre en lumière, « sous la douceur du nom de liberté », les enjeux politiques. Dès lors, il n'y a plus d'évidence naturelle de l'aspiration à la *libertà*, mais la nécessaire analyse de la conjoncture politico-historique, de la « condition des temps ».

MOTS-CLÉS : Francesco Guicciardini, Florence, Renaissance, pensée politique, liberté, guerre, conjoncture.

ABSTRACT : *The wars of Italy (beginning in 1494) and the following upheavals in Florence (where the Grand Council Republic was set up after the fall of the Medici) led Francesco Guicciardini (1483-1540) to think about the « natural » obviousness of the concept of libertà fiorentina. His method was « not to let oneself deceive by words to such an extent that things are no longer considered ». It made him abandon the question of good government for the one of the effects it produces, and induced him to give, « under the sweetness of the word liberty », prominence to the political stakes. From then on, there was no longer a natural obviousness for the aspiration for libertà, but the necessary analysis of the political and historical circumstances, of the « condition of the times ».*

KEYWORDS : *Francesco Guicciardini, Florence, Renaissance, political thought, freedom, war, circumstances.*

ZUSAMMENFASSUNG : Die italienischen Kriege (die 1494 begonnen haben) und die in Florenz (wo nach dem Fall der Medici die Republik des Großen Rates errichtet wurde) folgenden Umwälzungen veranlaßten Francesco Guicciardini (1483-1540), über die « natürliche » Evidenz des Begriffs *libertà fiorentina* nachzudenken. Seine Methode, « sich nicht von Wörtern so sehr täuschen zu lassen, daß man die Dinge nicht mehr betrachtet », brachte ihn dazu, sich von der Frage nach der guten Regierung abzuwenden und statt dessen zu untersuchen, welche Auswirkungen eine Regierung hat, und welche politischen Bestrebungen sich « hinter der Süße des Wortes Freiheit » verbergen. Damit gab es für das Streben nach *libertà* keine natürliche Rechtfertigung mehr. Weiterhin erforderlich war die Analyse der politisch-historischen Zeitumstände, die « Beschaffenheit der Zeiten ».

STICHWÖRTER : Francesco Guicciardini, Florenz, Renaissance, politisches Denken, Freiheit, Krieg, Umstände.

Jean-Claude ZANCARINI, né en 1947, enseigne l'italien à l'ENS de Fontenay/Saint-Cloud, où il anime le Centre de recherche sur la pensée politique italienne. Il a notamment publié, en collaboration avec Jean-Louis Fournel : *Savonarole, Sermons, écrits politiques et pièces du procès*, Paris, Seuil, 1993, et plusieurs ouvrages de Francesco Guicciardini : *Avertissements politiques*, Paris, Cerf, 1988; *Histoire d'Italie*, Paris, Laffont (« Bouquins »), 1996; *Écrits politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1997.

Adresse : École normale supérieure, 31 avenue Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses (secrétariat du CERPPI : 01 41 13 24 20).

Ce n'est pas le goût du paradoxe qui nous amène à affirmer à la fois l'existence d'une tradition républicaine à Florence et la nouveauté fondamentale de l'émergence, en novembre-décembre 1494, d'une forme inédite de la république florentine, marquée par la mise en place du Grand Conseil, mais une exigence théorique : penser les concepts politiques, et en l'occurrence celui de *libertas florentina* en termes d'enjeux politico-théoriques qui prennent sens en fonction de conjonctures historiques précises.

Il existe une tradition républicaine florentine, qui mêle l'idée de l'indépendance de la cité et celle d'une forme de gouvernement par les citoyens qui s'oppose à la seigneurie d'un seul¹. La *libertas* comme aspiration à l'indépendance apparaît dès le XII^e siècle lors de la lutte des communes lombardes contre les empereurs germaniques — « [...] *libertatem autem nostram [...] nequaquam relinquimus [...]* », proclame le *Chronicon*² ; au XIV^e siècle, Bartolo da Sassoferrato donne une formulation juridique de la *libertas* : « *Civitates [...] quae principem non recognoscunt in dominum [...] earum populum liber est*³ » ; on peut parler de *libertas* lorsqu'une cité est *sibi princeps*, qu'elle ne reconnaît pas de supérieur. Ce premier sens de l'aspiration à la liberté est à l'évidence un enjeu politique : à Florence, à la fin du XIV^e et au début du XV^e siècle, les chanceliers de la république Coluccio Salutati et Leonardo Bruni utilisent le terme dans leur polémique contre les ducs de Milan et contre le pape ; d'ailleurs, le terme ne figure pas seulement dans les textes de propagande républicaine ou dans les écrits polémiques contre les partisans des ennemis de Florence : lors de la guerre dite des Huit Saints, que les Florentins mènent de 1375 à 1378 contre les forces pontificales, la bannière de Florence porte l'inscription *libertas* ; on ne saurait affirmer avec plus de netteté que ce mot-là recèle une force matérielle.

L'autre sens du terme se joue à l'intérieur de la cité ; il oppose gouvernement des citoyens et gouvernement d'un seul, liberté républicaine et tyrannie. Lors de la révolte des Florentins contre Gauthier de Brienne, duc d'Athènes, en 1342-1343, le cri de ralliement des insurgés est, selon le

1. Sur la *florentina libertas*, voir Nicolai RUBINSTEIN, « Florentine Constitutionalism », in *Florentine Studies. Politics and society in the fifteenth century*, Londres, Faber and Faber, 1968 et Id., *Florentina libertas, Rinascimento*, II, 26, 1986.

2. ROMUALDUS Salernitanus, *Chronicon*, in *Rerum italicarum scriptores*, t. VII, Milan, 1725, col. 221 : « *Quod ei de antiquo debet Italia, libenter exsolvimus et veteres illi justitias non negamus ; libertatem autem nostram, quam a patribus nostris, avis et proavis haereditario jure contraximus, nequaquam relinquimus, quam amittere nisi cum vita timemus : magis enim volumus gloriosam mortem cum libertate incurrere, quam vitam miserandam servitute servare.* »

3. BARTOLO da Sassoferrato, *Commentaria in Digestum vetus*, [Pérouse, 1471], I, D. IV, L. 3. Le concept est récurrent chez Bartolo.

chroniqueur Giovanni Villani : « Mort au duc et à ses partisans ! Vive le peuple, la commune et la liberté !⁴ » Dans sa *Laudatio florentinae urbis* (1403-1404), Leonardo Bruni fait de l'aspiration simultanée à la justice et à la liberté le fondement même de l'existence politique de Florence ; mais cette aspiration se traduit en termes précis qui définissent une forme spécifique de gouvernement : la *libertas* est une forme politique où la magistrature suprême (la *Signoria*) est accordée non à une seule personne mais à neuf, non pour un an mais pour deux mois, où les lois doivent être approuvées par le conseil du peuple et celui de la commune⁵. On voit, dès lors, qu'il importe, lorsque l'on considère le concept de *libertas*, de le resituer dans la conjoncture politique précise dans laquelle il est employé en définissant quels intérêts sont en jeu et quels profits matériels ou symboliques les acteurs peuvent escompter de son emploi.

Le moment historique que nous considérons s'ouvre avec la venue en Italie du roi de France Charles VIII en 1494. Les guerres d'Italie se prolongent durant une quarantaine d'années : on peut estimer, en effet, que s'il faut attendre le traité du Cateau-Cambrésis en 1559 pour que la France accepte de renoncer à toute prétention sur la péninsule, la domination espagnole est assurée, sur le terrain, dès le sacre de Charles Quint par le pape Clément VII en février 1530. Machiavel — dans une lettre adressée justement à Guichardin, le 3 janvier 1526 — résume ce que furent ces longues années de guerre : « D'aussi loin que je me souviens, on a toujours fait la guerre ou parlé d'elle⁶. » L'an 1494 marque une coupure fondamentale dans l'histoire de l'Italie : l'état de guerre devient un état permanent, l'état d'urgence une constante de la vie politique, « l'extraordinaire » (*lo straordinario*) est au centre de toute réflexion politique et militaire ; avec la venue du roi de France et de son armée, écrit Guichardin en 1508, « était entrée en Italie une flamme, une peste qui non seulement changea les États, mais aussi les façons de les gouverner et les façons de faire la guerre⁷ ».

4. Giovanni VILLANI, *Cronica* [de 1308 à 1348], Venise, 1537, liv. XII, chap. xvii, Florence, Sansone Coen, 1845, t. IV, p. 33.

5. Leonardo BRUNI, *Laudatio florentinae urbis*, in Hans BARON, *From Petrarch to Leonardo Bruni. Studies in humanistic and political literature*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, p. 258-261.

6. Niccolò MACHIAVELLI, *Lettere*, éd. Franco GAETA, Milan, Feltrinelli, 1981, p. 451.

7. Francesco GUICCIARDINI, *Storie fiorentine*, in *Opere*, éd. Emanuela LUGNANI SCARANO, (cité par la suite comme *Opere*), Turin, UTET, 1983, vol. I, p. 117. Sauf indication contraire, les œuvres de Guichardin citées dans le cours de l'article se trouvent dans les trois volumes des *Opere*. Il faut remarquer que tous les titres des ouvrages de Guichardin ont été donnés par les éditeurs et que, par ailleurs, les textes de Guichardin, à l'exception de l'*Histoire d'Italie* et, peut-être, du *Dialogue sur la façon de régir Florence* ne furent pas écrits pour être publiés. Le Centre de recherche sur la pensée politique italienne (CERPP) de l'ENS de Fontenay/Saint-Cloud a traduit et édité plusieurs ouvrages de Guichardin : *Avertissements politiques (Ricordi)*, éd. Jean-Louis FOURNEL et Jean-Claude ZANCARINI, Paris, Cerf, 1988 ; *Considérations autour des discours de Machiavel*, éd. Lucie DE LOS SANTOS et Jean-Louis FOURNEL, Paris, L'Harmattan, 1997 ; *Histoire d'Italie*, éd. Jean-Louis FOURNEL et Jean-Claude ZANCA-

À Florence, l'arrivée des Français en 1494 met fin à soixante années de prédominance de la famille Médicis dans le gouvernement de ce qui restait formellement une république ; l'ancienne « façon de gouverner » la cité est remplacée par une forme nouvelle de gouvernement, une « chose nouvelle et jamais vue », selon l'expression d'un chroniqueur du temps : le Grand Conseil. Dans ce conseil qui, selon les termes de la loi qui l'institue, les 22 et 23 décembre 1494, « a toute l'autorité, tout le pouvoir ordinaire et extraordinaire [*balía*] qu'ont le peuple et la commune de Florence, sans rien excepter », plus de trois mille citoyens sont appelés à siéger, ce qui signifie qu'à côté des « grandes familles » s'y trouveront également des « hommes moyens » (*uomini mediocri*) qui jusqu'alors n'avaient pas accès aux charges de la cité.

Le choix de cette « forme large » de gouvernement n'allait pas de soi. Ainsi, les *grandi* (les « grands », les membres des grandes familles de l'oligarchie) aspiraient pour la plupart à un retour aux formes politiques d'avant 1434, date du retour à Florence de Cosme l'Ancien, et début du rôle prépondérant de la famille Médicis dans le gouvernement de la cité. Pour comprendre le vote qui aboutit à la constitution du Grand Conseil, « âme de la cité », « fondement et base » de la *libertas* et du *popularis status*⁸, il faut prendre en compte la complexité d'une situation où se mêlent les éléments suivants : les *mediocri* et leur désir d'une forme politique qui leur permette de jouer un rôle actif ; la référence au modèle vénitien du *maggior consiglio* ; l'intervention dans le débat sur la forme du gouvernement de Jérôme Savonarole, prieur du couvent des dominicains réformés de San Marco, qui, dans ses sermons, intègre le projet de réforme de Florence à celui du renouvellement de toute l'Italie, de l'Église et du monde. C'est en tenant compte et en partant de cette « forme nouvelle » que les débats politiques se mènent désormais à Florence, et ce même après la mort de Savonarole en 1498, même après 1512, date du premier retour des Médicis, sur les pas de l'armée espagnole qui fait tomber la république. Il n'en faudrait pour preuve que la remise en fonction du Grand Conseil de mai 1527, après le sac de Rome, au 12 août 1530, quand l'armée hispano-pontificale met fin à la seconde république florentine et rétablit, cette fois définitivement, le pouvoir des Médicis. Alors, et alors seulement, c'en est fini du concept

RINI, Paris, Laffont (« Bouquins »), 1996 ; *Écrits politiques*, qui comprennent le *Discours de Logroño* et le *Dialogue sur la façon de régir Florence*, éd. Jean-Louis FOURNEL et Jean-Claude ZANCARINI, Paris, Presses universitaires de France (« Fondements de la politique »), 1997. Les citations traduites dans l'article sont tirées de ces ouvrages.

8. Sur la mise en place du Grand Conseil, voir Guidubaldo GUIDI, *Ciò che accadde al tempo della signoria di novembre-dicembre in Firenze l'anno 1494*, Florence, Arnaud, 1988 ; Jean-Louis FOURNEL, Jean-Claude ZANCARINI, « L'arme de la parole », in SAVONAROLE, *Sermons, écrits politiques et pièces du procès*, Paris, Seuil, 1993 ; Id., « Face à l'état d'urgence : sermons et écrits politiques de Savonarole (1494-1498) », in Adelin C. FIORATO, éd., « Italie 1494 », numéro des *Cahiers de la Renaissance italienne*, 1994, p. 15-39.

de *libertas* fondé sur le Grand Conseil : les Médicis peuvent redéfinir le contenu théorique de la *libertas florentina* au cours d'une querelle juridique menée en janvier et février 1536, devant Charles Quint, arbitre chargé de trancher entre les bannis républicains florentins et son futur gendre, le duc Alessandro de' Medici.

L'intérêt de Guichardin pour les *cose florentine*, les « affaires de Florence », ne se dément à aucun moment de sa vie d'homme politique et de penseur. De ses écrits de jeunesse, consacrés à l'histoire de sa cité de 1378 à 1508 (date à laquelle il écrit les *Storie Fiorentine*), à son œuvre ultime, la monumentale *Storia d'Italia*, rédigée dans les dernières années de sa vie, de 1535 à 1540, Florence, son histoire, son gouvernement sont toujours présents dans sa réflexion. La question du *vivere di repubblica bene ordinato* — la « république bien ordonnée » qu'il souhaite pour sa cité — est au cœur de ses préoccupations ; on pense bien entendu à son *Dialogo del reggimento di Firenze*, écrit entre 1521 et 1525, où il décrit la forme de gouvernement qu'il espère pour sa patrie, mais également à une série d'écrits privés dont la fonction est de lui permettre de *fermare il punto*, c'est-à-dire, à la fois, « faire le point » et « se déterminer » : certains de ses *ricordi* — ces « avertissements » qu'il ne cesse de reprendre, de réécrire, de « limer » ; ses *discorsi* — celui qu'il rédige en 1512 à Logroño tandis qu'il est ambassadeur de la république florentine en Espagne et ceux qu'il écrit après le retour des Médicis à Florence ; enfin, certaines des « considérations » que lui suggère, en 1528, un an après la mort de celui qui fut son ami et son compagnon d'armes, la lecture des *Discorsi* de Machiavel. L'histoire de cette réflexion continue sur le gouvernement de Florence est, certes, celle d'une défaite des aspirations politiques : Guichardin n'aura vu ni « une république bien ordonnée » dans sa cité, ni « l'Italie libérée de tous les barbares », ni la fin de « la tyrannie de ces scélérats de prêtres » qu'il appelait de ses vœux dès 1512⁹. Mais cette défaite politique n'est pas celle de la pensée, qui n'abdique jamais ; à tout instant, et jusqu'à sa mort le 22 mai 1540, Guichardin essaie de donner un sens au magma des faits, de rendre compte des événements — fussent-ils des échecs de ses idées et de ses actions.

9. Cet avertissement (Q2 17) est présent dans la toute première rédaction, qui date de 1512, alors que Guichardin était ambassadeur de la république en Espagne : « Il est trois choses que je désire voir avant ma mort : une république bien ordonnée dans notre cité, l'Italie libérée de tous les barbares et le monde libéré de la tyrannie de ces scélérats de prêtres » ; une quinzaine d'année plus tard, dans le recueil que la critique philologique nomme B (ca 1528), il ajoute, après le premier membre de la phrase, cette réflexion désabusée : « mais je crains fort, même si je vivais longtemps, de n'en voir jamais aucune » (B 14). Dans la dernière rédaction (1530), cet avertissement ne figure plus. Cette absence est sans doute l'une des manifestations les plus « criantes » du sentiment d'échec et des désillusions politiques de Guichardin.

La démarche de Guichardin consiste à partir de ce qu'il nomme *la natura delle cose in verità*¹⁰ : les choses telles qu'elles sont vraiment, à un moment précis de l'histoire, l'analyse précise d'une situation, non la « règle » que l'on peut appliquer en toutes circonstances. Il explicite cette méthode de pensée dans l'avertissement VI :

« C'est une grande erreur de parler des choses du monde indistinctement, absolument et, pour ainsi dire, selon une règle ; car presque toutes comportent distinctions et exceptions par suite de la variété des circonstances, dont une mesure unique ne peut rendre compte ; d'ailleurs ces distinctions et exceptions ne se trouvent pas écrites dans les livres mais il faut que le discernement [*la discrezione*] les enseigne¹¹. »

Cette méthode l'amène à penser le gouvernement de Florence en fonction d'une instance, le Grand Conseil, qui a modifié le rapport des citoyens à la politique : pendant toute la période historique que nous considérons, l'existence — ou le souvenir — du Grand Conseil est déterminante pour toute réflexion sur la façon de régir ou de gouverner Florence. La loi des 22 et 23 décembre 1494 avait fait du Grand Conseil une instance de souveraineté ; formé de tous les *beneficiati* (c'est-à-dire de tous les citoyens, âgés de plus de vingt-neuf ans, dont l'un des ancêtres avait été élu ou éligible à l'un des offices majeurs), le Conseil vote les lois présentées par la *Signoria*, établit les normes de prélèvement des impôts, distribue les charges publiques et joue le rôle d'une sorte de tribunal d'appel administratif.

Guichardin analyse avec acuité la fonction du Grand Conseil et les effets qu'il produit — et continue à produire alors même qu'il n'existe que dans les mémoires, entre 1512 et 1527. Les formulations par lesquelles il décrit son rôle sont cohérentes de 1512 à 1540 : le Grand Conseil est « l'esprit et la base du régime [*vivere*] populaire » (*Discorso di Logroño*, 1512), « le fondement de la liberté et du régime populaire », « l'âme du gouvernement populaire » (*Dialogo del reggimento*, 1521-1525), le « fondement de la nouvelle liberté » (*Storia d'Italia*, 1535-1540). Cette cohérence est d'autant plus remarquable qu'il est lui-même issu d'une grande famille d'oligarques florentins et que ses convictions personnelles lui font penser que seul un très petit nombre de personnes possède la capacité de gouverner. Pourtant, à aucun moment de sa réflexion politique, il ne propose un schéma de gouvernement d'où soit absent le Grand Conseil, instance de souveraineté, qui doit, selon lui, « tenir lieu de prince et en avoir l'autorité¹² ». C'est qu'il

10. *Dialogo del reggimento di Firenze*, in *Opere*, vol. I, p. 465.

11. *La natura delle cose in verità* de Guichardin fait évidemment penser à la *verità effettuale della cosa* de Machiavel (*Le Prince*, chap. xv). Guichardin reproche simplement à son ami d'avoir tendance à « alléguer les Romains à chaque mot » (avertissement CX).

12. *Dialogo del reggimento di Firenze*, in *Opere*, vol. I, p. 402.

tient compte « des humeurs de la cité et des citoyens » et, à partir de là, définit les caractéristiques d'une conjoncture historique donnée; à Florence, depuis 1494, les citoyens ont vécu une expérience politique qu'ils ne sauraient oublier : ils ont, selon la formule de Guichardin, « goûté au Grand Conseil » et, de ce fait, toute formule politique doit tenir compte du « goût » que les citoyens ont à la bouche. L'avertissement XXXVIII est un bel exemple de cette méthode d'analyse; il y distingue la situation qu'a connue Cosme l'Ancien en 1434 et les difficultés que connaissent « aujourd'hui » ses descendants du fait de la conjoncture — qu'il nomme *la condizione de' tempi* : du temps de Cosme l'Ancien « le grand nombre des citoyens [*lo universale*] ne connaissait pas la liberté », « mais aujourd'hui on a goûté au Grand Conseil »¹³.

Étant donné cette conjoncture, cette *condizione de' tempi*, et les « humeurs » de la cité et des citoyens à ce moment particulier, il ne faut pas se laisser abuser par les mots, par « la douceur du nom » de liberté¹⁴ : la *libertà* n'a pas, à Florence, le même sens quand elle est fondée sur le Grand Conseil et lorsque Cosme l'Ancien prend le pouvoir, soixante ans auparavant, voilà un point acquis. Mais quel sens politique donner précisément à cette aspiration au-delà de l'existence de l'instance de la souveraineté? C'est dans le *Dialogo del reggimento di Firenze* que Guichardin pose cette nouvelle question qui l'amène à définir la *libertà fiorentina* en termes d'enjeu, à mettre en cause la valeur absolue du concept de *libertà* pour en faire un concept pratique.

Le *Dialogo del reggimento* constitue, de ce point de vue, une avancée théorique eu égard aux textes antérieurs de Guichardin. Dix ans auparavant, dans le *Discorso di Logroño*, il reprenait à son compte les formulations de la tradition républicaine florentine : il y affirmait que, dans la cité, *el vivere con libertà e a popolo* est quelque chose de « naturel » et la défi-

13. « Il est difficile à la maison des Médicis, toute puissante, forte de deux pontificats, de garder le pouvoir à Florence, beaucoup plus que cela ne le fut pour Côme, simple citoyen. En effet, outre son extraordinaire puissance, la condition des temps [*la condizione de' tempi*] y concourut, Côme ayant eu à disputer l'État à la puissance de quelques-uns [*di pochi*], sans déplaire au plus grand nombre [*lo universale*] qui ne connaissait pas la liberté; au contraire, chaque querelle entre puissants, chaque changement améliorerait l'état des hommes de condition médiocre et basse. Mais aujourd'hui on a goûté au Grand Conseil, et on ne pense plus à s'emparer du gouvernement ou à le garder usurpé pour quatre, six, dix ou vingt citoyens, mais pour le peuple tout entier, qui a tellement pour fin cette liberté [*el quale ha tanto lo obietto a quella libertà*], qu'on ne peut espérer la lui faire oublier, malgré toutes les douceurs, les bonnes méthodes de gouvernement et l'exaltation de la chose publique que les Médicis ou les autres puissants utilisent. » Voir également l'avertissement XXI.

14. *Dialogo del reggimento di Firenze*, in *Opere*, vol. I, p. 336 : « [...] *gli uomini si lasciano spesso ingannare tanto da' nomi che non conoscono le cose* »; *ibid.*, p. 400 : « [...] *tiranno tanto più pestifero che quegli che fanno professione della tirannide, quanto gli uomini, per la dolcezza del suo nome et per il titolo che ha di libertà, che non vuole dire altro che giustizia e equalità, si lasciano più facilmente ingannare da lui.* »

nition qu'il y donnait de la *libertà* est un décalque des formulations antérieures de C. Salutati ou de L. Bruni (« La liberté — écrivait-il — n'est rien d'autre que la prédominance de la loi et des ordres publics sur l'appétit des particuliers. »)¹⁵. Dans le *Dialogo* — qui, soit dit en passant, est situé par l'auteur fin 1494 *more florentino*¹⁶, c'est-à-dire au tout début du processus de mise en place du Grand Conseil — ces évidences « naturelles » sont soumises au questionnement critique de Bernardo del Nero, personnage qui, dans le dialogue, est le porte-parole de Guichardin : « Ce nom sert bien souvent de prétexte et d'excuse¹⁷. » Qu'y a-t-il sous « la douceur » du nom de liberté ? Bernardo del Nero met en garde ses interlocuteurs contre deux inspirations contradictoires, mais toutes deux dangereuses : celle des *grandi* et celle de l'*universale*. Les premiers, sous prétexte de liberté, « cherchent toujours à accroître leur puissance et à se faire supérieurs et singuliers, autant qu'ils le peuvent¹⁸ ». Le second partage à sa façon — celle de la multitude — cette même ambition : « Lorsqu'ils atteignent l'égalité ils ne s'en tiennent pas là mais commencent à chercher, ou du moins à désirer la grandeur et à vouloir dépasser les autres¹⁹. » Il n'y a donc aucune raison, dès lors, pour s'en tenir à la thèse selon laquelle la liberté — au sens de gouvernement de tous les citoyens — est naturelle à Florence ; lorsque Bernardo del Nero déclare : « Le désir d'un gouvernement libre n'est ni aussi naturel ni aussi universel²⁰ », il remet en question une des affirmations les plus fréquentes de la tradition républicaine. Au moment où il détruit en fait l'idée de la valeur absolue de l'aspiration à la liberté, Bernardo del Nero explicite la méthode de pensée qu'il applique : il s'agit de ne pas se laisser tromper par « les noms » mais de considérer « les choses »²¹. Mais il précise clairement que cette volonté de considérer en face la « nature des choses » ne signifie pas pour autant être un ennemi de la liberté et des formes républicaines de gouvernement. L'attachement à la nature des choses « telles qu'elles sont vraiment » implique de poursuivre jusqu'au bout le questionnement critique qui porte sur l'idée de bon gouvernement. La tradition républicaine l'avait résolu en affirmant que si, dans

15. *Discorso di Logroño*, in *Opere*, vol. I, p. 285 : « [...] essendo naturale nella città nostra el vivere con libertà e a populo [...] » ; p. 255 : « Né è altro la libertà che uno prevalere le legge e ordini pubblici allo appetito delli uomini particolari [...] » On peut comparer à la formulation de L. BRUNI, in *op. cit. supra*, n. 5, p. 260 : « Hoc modo et libertas viget et iustitia sanctissime in civitate servatur, cum nichil ex unius an alterius libidine contra tot hominum sententiam possit constitui. »

16. Le comput florentin est *ab incarnatione* ; l'année 1494 finit donc le 24 mars (1495 dans le style commun).

17. *Dialogo del reggimento di Firenze*, in *Opere*, vol. I, p. 336.

18. *Ibid.*, p. 336.

19. *Ibid.*, p. 337.

20. *Ibid.*, p. 339.

21. Voir *supra* n. 14.

l'absolu, le meilleur gouvernement était celui d'un seul, ici, à Florence, la liberté était naturelle; Guichardin, en réfutant l'évidence « naturelle », se débarrasse également de l'idée même de bon gouvernement « par nature », pour ne considérer que les « effets » qu'il produit²². Dès lors, il ne peut suffire d'avoir à la bouche le doux nom de liberté, mais il s'agit de lui donner forme en tenant compte de la conjoncture — il faut à la fois « donner de quoi se repaître » à l'*universale* et avoir en tête qu'en fin de compte « le poids du gouvernement » ne saurait reposer que « sur les épaules de bien peu de gens »²³ — et des effets que cette forme de la liberté produira.

Le résultat, c'est la proposition d'un « gouvernement tempéré », largement inspiré du gouvernement vénitien, où trois instances coexistent : le Grand Conseil, un « conseil du milieu » ou « sénat », un gonfalonier à vie²⁴. Le « gouvernement tempéré » proposé par Bernardo del Nero tend à distinguer une instance de la souveraineté — qui préserve la liberté et doit éviter qu'un seul citoyen (ou un petit groupe de citoyens) ne soit tenté de se croire supérieur aux lois — et un gouvernement effectif qui prend les mesures au jour le jour, prépare les projets de loi, mène la politique étrangère, avec la promptitude et le secret nécessaires. Au fond, cette analyse de Guichardin reste la même jusques et y compris la *Storia d'Italia*, malgré les événements qui ont renforcé sa méfiance vis-à-vis du peuple : la seconde république, qui a profité du sac de Rome et de la fuite des Médicis pour se rétablir en 1527, ne se contente pas de se priver des services d'un homme qui fut le ministre actif des deux papes Médicis; en mars 1530, elle le condamne comme rebelle, confisque et vend ses biens. C'est alors que Guichardin met au point la dernière rédaction de ses *Ricordi* et engage une sorte de dialogue *post mortem* avec son ami Machiavel (mort en 1527) en écrivant des commentaires sur les *Discours* de ce dernier. Or, au moment même où il énonce, dans l'avertissement CXL, ce jugement lapidaire : « Qui dit peuple dit — et c'est bien vrai — animal fou en proie à mille erreurs, à mille confusions, sans finesse, sans goût, sans fermeté » et où il critique nettement les formulations trop favorables au peuple des *Discours* de Machiavel, il ne propose pas moins, pour le gouvernement de sa cité, « un conseil du peuple » où seraient traitées les affaires qui « si elles étaient entre d'autres mains, mettraient en cause la sûreté de la liberté²⁵ ». Il est donc indubitable qu'il estime encore nécessaire l'existence d'une instance

22. *Dialogo del reggimento di Firenze*, in *Opere*, vol. I, p. 312 : « *Io non guarderei tanto di che spezie siano questi governi, quanto io arei rispetto a porre mente dove si fa migliori effetti [...]* »; p. 339 : « *[...] gli effetti de' governi sono quegli che danno la sentenza.* »

23. *Ibid.*, p. 412. Cette image est déjà présente dans le *Discorso di Logroño*, in *Opere*, p. 277.

24. Tout le deuxième livre du *Dialogo del reggimento di Firenze*, in *Opere*, vol. I, est consacré à la présentation d'un tel gouvernement.

25. *Considerazioni sui « Discorsi » del Machiavelli*, in *Opere*, vol. I, p. 612-613.

qui soit le « fondement de la liberté ». D'ailleurs, le jugement qu'il porte, dans la *Storia d'Italia*, sur le Grand Conseil va dans le même sens ; il continue à penser qu'il n'était pas impossible, avec le Grand Conseil pour fondement de la « nouvelle liberté », de bâtir « un gouvernement bien réglé et stable »²⁶.

Il faut cependant, pour être complet mais aussi pour rendre compte de ce qui peut apparaître comme une contradiction de la pensée de Guichardin sur cette question de la *libertà fiorentina*, évoquer son rôle dans la *querela de' fuorusciti*²⁷ : en décembre 1535, les républicains florentins bannis (*fuorusciti*) après 1530 présentent une requête à Charles Quint de passage à Naples. En effet, lorsque la république de Florence s'était, en août 1530, rendue aux troupes impériales, un des articles de la reddition précisait que les vainqueurs s'engageaient « à ce que soit préservée la liberté » de la cité. Les bannis républicains demandent donc à Charles Quint de respecter et de faire respecter cette clause en rétablissant à Florence « une forme de gouvernement libre ». La réponse présentée devant Charles Quint au nom du duc de Florence Alessandro de' Medici fut rédigée par Guichardin : le point central de l'argumentation consiste en un tour de passe-passe théorique sur le sens même de la notion de *libertà*²⁸. Celle-là n'est plus le concept ambivalent qui désigne à la fois l'indépendance et la forme républicaine du gouvernement : elle ne renvoie plus désormais qu'à l'indépendance de la cité vis-à-vis de puissances étrangères, indépendance bien formelle et limitée dans une Italie désormais sous influence espagnole.

Dans sa *Vita di Francesco Guicciardini*, Roberto Ridolfi a mis en évidence, avec le brio et la véhémence qu'on lui connaît, les raisons d'intérêt personnel qui poussaient Guichardin, avocat du duc Alessandro, à défendre son client par tous les moyens, au mépris de la vérité historique et de sa conscience, voire de ses convictions profondes²⁹. Il nous semble toutefois que l'argumentation proposée devant Charles Quint n'est pas seulement un effet de sa fonction de porte-parole, mais qu'elle relève également de l'application de sa méthode d'analyse de la *condizione de' tempi*.

La chute de la seconde république florentine n'est qu'un des effets de la victoire de Charles Quint et de l'établissement de la domination espagnole

26. *Storia d'Italia*, in *Opere*, vol. II, liv. II, chap. II.

27. Les documents concernant ces « plaintes » des exilés républicains ont été publiés dans les *Opere inedite di Francesco Guicciardini*, éd. Giuseppe CANESTRINI, Florence, Barbera, 1857-1867, vol. IX, p. 331-395.

28. *Ibid.*, p. 356 : « *Il vero senso di questo capitolo [c'est-à-dire celui où les défenseurs de Florence se rendaient à condition "que la liberté soit préservée"] è che a sua Maestà fu dato libera facultà di ordinare o il governo popolare o quello de' Medici o qualunque altro più gli piacesse, dummodo non potessi per mezzo di questa remissione mettere la città, stata sempre libera, sotto dominio forestiere, privarla de' suoi privilegi, preeminenze e antiche libertà.* »

29. Roberto RIDOLFI, *Vita di Francesco Guicciardini*, 2^e éd. Milan, Rusconi, 1982, p. 298-304.

sur l'Italie ; le congrès de Bologne (décembre 1529-janvier 1530), où Clément VII couronne empereur son ennemi d'hier, entérine cette victoire. La tentative d'empêcher la prédominance espagnole, redoutée par les Italiens après la lourde défaite infligée à François I^{er} à Pavie en février 1525, avait été un cinglant échec dans lequel Guichardin, lieutenant du pape aux armées, était impliqué au premier chef : l'armée de la ligue de Cognac avait été impuissante à faire obstacle à l'avance des troupes impériales du duc de Bourbon et la prise de Rome le 6 mai 1527. Cet échec terrible, Guichardin en accepte en quelque sorte l'évidence en redéfinissant ce que peut être maintenant — *post res perditas* — la *libertà* de Florence : rien de plus que cette indépendance sous surveillance espagnole.

Dans un texte écrit après le sac de Rome³⁰, Guichardin explicite son mode de pensée : la *necessità* oblige à agir, l'*elezione* (« le choix ») consiste, après avoir examiné les possibilités d'action, à « se déterminer fermement » (*fermare il punto*), en fonction d'un espoir raisonnable de réussite (« de façon à ce qu'on puisse vraisemblablement espérer la victoire, ou du moins que cette espérance ne soit pas totalement exclue³¹ »). Il précise par ailleurs, dans son avertissement CLXXXII qu'il est dangereux de se limiter dans les possibilités de choix qu'on se laisse et, qu'en tout état de cause, il ne faut jamais le faire « si ce n'est par nécessité ». Il me semble probable que, dans la situation d'après 1530, Guichardin a pris « par nécessité » le parti de devenir le conseiller et l'avocat du duc Alessandro ; ce faisant, il renonçait définitivement à réaliser ses aspirations politiques — mais il pensait sans doute agir « dans l'intérêt de la cité », ainsi que le suggère la formulation de l'avertissement CCXX :

« Je crois qu'il est du devoir des bons citoyens, quand la patrie tombe aux mains des tyrans, de chercher à être introduits auprès d'eux pour inciter au bien et détourner du mal ; et il est certes de l'intérêt de la cité qu'en toutes circonstances les hommes de bien aient de l'autorité. Et, quoique les citoyens ignorants et exaltés de Florence en aient toujours jugé autrement, ils se rendraient compte combien serait néfaste le gouvernement des Médicis s'il n'y avait autour d'eux que des fous et des méchants. »

Après la défaite de l'aspiration à la *libertà d'Italia*, Guichardin ne pouvait que se résoudre à défendre les lambeaux de la *libertà fiorentina*, dont il avait contribué au premier chef à élucider le sens en s'attachant aux « choses » plus qu'au « nom » et en l'analysant en fonction du moment historique. Ce parcours de la pensée guichardinienne, trop rapidement esquissé ici, met en évidence comment une situation de bouleversement

30. *Discorso XVI*, in *Opere inedite*, op. cit. supra n. 27, vol. I, p. 378-394.

31. *Ibid.*, p. 379.

historique peut provoquer une remise en question des définitions conceptuelles : si le « nom » reste, la réalité qui s'y attache n'est plus la même, non plus que le sens que lui donnent ceux qui l'utilisent. La critique du concept de *libertà* par Guichardin s'appuie sur une donnée historique : la république du Grand Conseil — et, plus largement ce moment où les Florentins ont « goûté » au Grand Conseil, qu'il soit ou non en fonction — n'est pas la république d'avant les Médicis ; de ce fait les élaborations théoriques de C. Salutati ou de L. Bruni ne sont pas identiques à celles de Guichardin, malgré l'utilisation des mêmes « noms » et la ressemblance de certaines formulations : le système de pensée de Guichardin n'est plus celui de « l'humanisme civique ». Guichardin pense le rôle joué par la conjoncture et, plus généralement, veut rendre compte de la complexité d'un moment historique dans l'œuvre gigantesque — la *Storia d'Italia* — à laquelle il consacre les dernières années de sa vie. Il s'agissait pour lui de réfléchir sur le fait qu'aujourd'hui ne pouvait être expliqué seulement que par hier : la rupture provoquée par l'irruption « de la peste et de l'incendie » de la guerre, la nouveauté d'une Italie transformée en champs de force, en enjeu de la lutte que se menaient à l'échelle de l'Europe les monarchies nationales qui avaient récemment achevé leur unité. Il fallait, pour penser cela, remettre en question les évidences — telle celle qui voulait que la *libertà* fût « naturelle » à Florence — et considérer les choses « telles qu'elles sont vraiment », sans se laisser tromper par la « douceur des noms » : c'est dans cette attitude, dans ce regard critique et lucide porté sur les concepts et sur l'histoire que réside l'importance théorique de Guichardin.

Jean-Claude ZANCARINI
(novembre 1995).